

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

N/Réf. : 382/21/GWP/PNE – B/CDAF/ AAF /ATJH du 14/07/2021

Projet :	Eau Climat Développement et Égalité des Genres (WACDEP-G)
Titre :	Mission d'étude portant « Développement d'une vision partagée transformatrice de genre, d'amélioration systémique structurelle et institutionnelle des processus de prise de décision en faveur des investissements liés à la sécurité en eau et au développement résilient au changement climatique »
Durée :	20 Hommes - Jours (HJ) étalés sur une période calendaire de deux (02) mois
Date de Publication :	14 juillet 2021
Date de Clôture :	03 août 2021

1. Contexte

Le Partenariat National de l'Eau du Bénin (PNE-Bénin), en collaboration avec le Partenariat Mondial de l'Eau en Afrique de l'Ouest (GWP-AO) et les partenaires de mise en œuvre du Programme Eau Climat Développement et Égalité des Genres (WACDEP-G) au Bénin, sollicite les services d'un(e) Consultant(e) national(e) dûment qualifié(e) pour la conduite de la mission d'étude portant « Développement d'une vision partagée transformatrice de genre, d'amélioration systémique structurelle et institutionnelle des processus de prise de décision en faveur des investissements liés à la sécurité en eau et au développement résilient au changement climatique ».

La présente mission s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre au Bénin du WACDEP-G, l'une des Composantes du Programme d'Investissement pour l'Eau en Afrique (AIP).

2. Justification de l'analyse des problèmes non techniques en lien avec les investissements pour la sécurité en eau et le développement résilient au changement climatique

Le développement des infrastructures pour assurer la sécurité en eau et le développement résilient au changement climatique, aux niveaux national et régional, bien que conventionnellement considéré comme un processus technique et institutionnel, est avant tout un processus complexe d'interactions humaines impliquant un large éventail d'acteurs. Ces derniers interagissent tous ensemble à travers un ensemble de relations extrêmement complexes. Chaque interaction est influencée par des perceptions individuelles basées sur la personnalité, l'histoire, la culture, les systèmes de croyance, l'ambition, les capacités et plusieurs autres facteurs. L'ensemble de ces facteurs constitue la dynamique ou la "politique" de l'interaction, qui inclut des niveaux de pouvoir différents entre les parties prenantes.

Dans la plupart des sociétés, l'un des facteurs fondamentaux de différenciation entre les individus est le genre. Lorsque ce dernier est à la base d'une distinction profondément ancrée et d'une supposition de différences dans

un large éventail de caractéristiques telles que les capacités innées, les rôles sociaux, économiques et culturels prédéterminés, l'individualité et la valeur de la personne, le genre devient une distinction primordiale qui domine la plupart des autres facteurs de différenciation entre les acteurs. Lorsque la dynamique globale des relations entre les genres aboutit à la prééminence d'un sexe sur l'autre, cette prééminence tend à se manifester dans toutes les facettes de la vie sociale, politique, économique et institutionnelle de cette société. Il en résulte non seulement une discrimination individuelle à l'encontre de plus de la moitié de la population, mais aussi la perte pour cette société d'un vaste réservoir de capital humain. Transformer de manière proactive les perspectives de genre permet donc de restaurer, d'humaniser et de libérer le potentiel de capital humain des personnes précédemment discriminées pour contribuer à une croissance et à un développement équitable dans tous les secteurs, y compris celui de l'eau. C'est ce qui justifie l'adoption d'une approche transformationnelle de genre (ATG) dans la planification et la mise en œuvre des investissements pour la sécurité en eau et le développement résilient au changement climatique, qui apparaît comme un impératif à la fois éthique et pratique.

L'analyse des problèmes non techniques relatifs aux investissements pour la sécurité en eau et le développement résilient au changement climatique au Bénin, vise à comprendre comment le pouvoir y afferent est exercé, comment les décisions en la matière sont prises et quelles sont les incitations et les contraintes qui jalonnent le processus pour les parties prenantes. Elle vise également à explorer la manière selon laquelle les systèmes politiques et économiques s'influencent mutuellement en évaluant les facteurs structurels, les héritages historiques ainsi que les institutions formelles et informelles qui façonnent ensemble les "règles du jeu". Cette analyse cherche à comprendre le fonctionnement des institutions en vue de définir la logique sous-jacente aux décisions politiques et aux arrangements institutionnels existants ainsi que les capacités et systèmes nécessaires pour favoriser une prise en compte effective de l'ATG dans la planification et la budgétisation des investissements pour la sécurité en eau et le développement résilient au changement climatique.

L'analyse ne se limite pas seulement aux dispositions institutionnelles et de gouvernance. Elle prend également en compte les intérêts sous-jacents, les incitations, les contraintes, les expériences antérieures en matière de réformes, de tendances sociales et de la manière dont tous ces facteurs influencent favorablement ou négativement les investissements pour la sécurité en eau et le développement résilient au changement climatique. Ces éléments constituent à leur tour la base de la réflexion sur la manière de travailler avec les systèmes existants, de limiter leurs impacts négatifs ou de les remodeler progressivement pour assurer une prise en compte effective de l'ATG dans la planification et la mise en œuvre des investissements pour la sécurité en eau et le développement résilient au changement climatique.

S'inscrivant dans une telle démarche structurée, une analyse axée sur le genre a été conduite par le GWP au Bénin en 2020 dans le cadre du Programme WACDEP-G pour éclairer les interventions à mettre en place pour renforcer, selon une ATG, la sécurité en eau et le développement résilient au changement climatique à tous les niveaux dans le pays. Elle visait à identifier les inégalités entre les genres et les relations de pouvoir ancrées dans les politiques nationales et régionales, dans le but de corriger les préjugés liés aux genres dans les cadres légaux, politiques, stratégiques et institutionnels actuels et futurs. L'analyse a permis de définir des options de visions transformatrices de genre pouvant être approfondies dans le cadre du WACDEP-G, de formuler des recommandations et de proposer des points d'entrée pour les actions prioritaires à mener.

L'objectif de l'analyse des problèmes non techniques relatifs aux investissements pour la sécurité en eau et le développement résilient au changement climatique, selon l'ATG, devra permettre d'identifier et d'analyser les risques, les facteurs déterminants et les relations de pouvoir actuels et potentiels susceptibles d'entraver les processus de prise de décision en rapport avec les investissements transformateurs de genre liés à la sécurité en eau et au développement résilient au changement climatique. Sur la base des résultats de cette analyse, des orientations de déclinaison d'une vision partagée transformatrice de genre portée par les principales institutions gouvernementales impliquées dans la préparation et la mise en œuvre des politiques, stratégies et plans

d'investissement pour assurer la sécurité en eau et un développement résilient au changement climatique seront proposées.

Les présents termes de référence sont élaborés pour préciser les objectifs de la mission, les résultats attendus ainsi que le profil du (de la) Consultant(e) recherché(e) pour conduire la mission d'étude.

3. Objectifs de la mission d'étude

L'objectif principal de la mission est d'améliorer les processus de prise de décision en faveur des investissements visant à assurer la sécurité en eau et le développement résilient au changement climatique, en soutenant l'établissement d'une vision partagée transformatrice de genre pour susciter le changement structurel et institutionnel systémique nécessaire au Bénin.

De façon spécifique, il s'agira:

- d'identifier et d'analyser selon l'ATG les risques, les facteurs déterminants et les relations de pouvoir actuels et potentiels susceptibles d'entraver les processus de prise de décision pour des investissements visant à assurer la sécurité en eau et un développement résilient au changement climatique ;
- d'établir une vision partagée transformatrice de genre portée par les principales institutions gouvernementales impliquées dans la préparation et la mise en œuvre des politiques, stratégies et plans d'investissement pour la sécurité en eau et le développement résilient au changement climatique ;
- de faciliter la prise des engagements au niveau institutionnel pour promouvoir une prise en compte effective de l'ATG dans la préparation et la mise en œuvre des politiques, stratégies, plans et programmes d'investissement visant à assurer la sécurité en eau et le développement résilient au changement climatique ;
- de renforcer les capacités des institutions sur la planification et la mise en œuvre, selon l'ATG, des investissements liés à la sécurité en eau et au développement résilient au changement climatique ;
- de soutenir le développement des outils d'intégration de l'ATG dans les cadres légaux, politiques et stratégiques ainsi que les processus de planification et de budgétisation des investissements pour la sécurité en eau et le développement résilient au changement climatique.

Dans le cadre de la conduite de l'étude, la collecte des données primaires se fera à travers des enquêtes de terrain, des consultations des acteurs et des interviews.

4. Résultats attendus

Au terme de l'étude, les résultats suivants sont obtenus :

- une situation de référence des risques, des facteurs déterminants et des relations de pouvoir actuels et potentiels susceptibles d'entraver les processus de prise de décision pour des investissements transformateurs de genre liés à la sécurité en eau et au développement résilient au changement climatique est établie ;
- une vision partagée transformatrice de genre portée par les principales institutions gouvernementales impliquées dans la préparation et la mise en œuvre des politiques, stratégies et plans d'investissement liés à la sécurité en eau et à un développement résilient au changement climatique, est élaborée ;
- des engagements au niveau institutionnel pour promouvoir la préparation et la mise en œuvre selon l'ATG des politiques, stratégies, plans et programmes d'investissement pour la sécurité en eau et le développement résilient au changement climatique, sont pris ;

- les capacités des institutions pour la planification et la mise en œuvre selon l'ATG des investissements liés à la sécurité en eau et à un développement résilient au changement climatique sont renforcées ;
- des outils d'intégration de l'ATG dans les cadres légaux, politiques et stratégiques ainsi que les processus de planification et de budgétisation des investissements pour la sécurité en eau et le développement résilient au changement climatique sont développés.

5. Livrables attendus

Les principaux livrables attendus du (de la) Consultant(e) sont énumérés ci-dessous :

- Livrable 1 : un rapport de démarrage de la mission intégrant la démarche méthodologique de conduite de l'étude validée à la séance de cadrage, la liste des parties prenantes susceptibles de contribuer à enrichir l'étude, un plan de travail, les outils de collecte de données, un chronogramme détaillé de conduite de la mission ainsi que la structure de rédaction de chacun des principaux prochains livrables ;
- Livrable 2 : un rapport d'état des lieux des risques, des facteurs déterminants et les relations de pouvoir actuels et potentiels susceptibles d'entraver les processus de prise de décision pour des investissements transformateurs visant à assurer la sécurité en eau et un développement résilient au changement climatique ;
- Livrable 3 : une note d'orientation sur la vision partagée transformatrice de genre portée par les différentes institutions et déclinée en des principaux changements à apporter aux processus de prise de décision relatifs aux investissements visant à assurer la sécurité en eau et un développement résilient au changement climatique ;
- Livrable 4 : des engagements sont pris par les différentes institutions concernées pour opérationnaliser la vision partagée dans la planification, la budgétisation et la mise en œuvre des cadres légaux, politiques, stratégies, plans et programmes d'investissement pour assurer la sécurité en eau et un développement résilient au changement climatique selon l'ATG ;
- Livrable 5 : des outils d'intégration de l'ATG dans les processus de planification, de budgétisation et de mise en œuvre des cadres légaux, politiques, stratégies, plans et programmes d'investissement pour assurer la sécurité en eau et un développement résilient au changement climatique développés ;
- Livrable 6 : le rapport de l'atelier de validation des produits de la mission ;
- Livrable 7 : le rapport de mission répondant aux termes de référence et complété d'une présentation PowerPoint, d'un document technique synthèse pour faciliter l'apprentissage.

Chaque livrable devra être élaboré en version provisoire puis finale, prenant en compte les contributions et amendements des principales parties prenantes.

Le (la) Consultant(e) devra en outre :

- prendre également en compte les commentaires des Secrétariats Exécutifs du GWP-AO et GWP Afrique dans les versions provisoires de chaque livrable - de manière itérative, jusqu'à l'approbation des versions finales ;
- travailler en étroite collaboration avec le Secrétariat Exécutif du PNE-Bénin et le Secrétariat Exécutif du GWP-AO sur toute la durée de la mission ;
- participer à des réunions avec le PNE-Bénin, le GWP-AO et les partenaires de mise en œuvre de WACDEP-G, via MS Teams, Skype, Zoom ou en présentiel, pour : (i) le cadrage de la mission ; (ii) discuter des grandes lignes et de la structure de chaque livrable ; (iii) mener les entretiens nécessaires pour la collecte des données de qualité et (iv) faciliter le suivi régulier de l'évolution de la mission ;
- veiller au respect scrupuleux du chronogramme d'exécution de la mission.

6. Principales tâches

Sous la responsabilité du Secrétariat Exécutif du PNE-Bénin, le (la) Consultant(e) aura à mener les tâches spécifiques suivantes :

1. identifier les institutions et les acteurs clés impliqués dans les processus de prise de décision, y compris leurs mandats en rapport avec la planification et la mise en œuvre des investissements liés à la sécurité en eau, au développement résilient au changement climatique et à l'égalité des genres ;
2. identifier et caractériser les risques, les facteurs déterminants, les relations de pouvoir actuels et potentiels susceptibles d'entraver les processus de prise de décision en rapport avec les programmes d'investissement liés à la sécurité en eau, au développement résilient au changement climatique et à l'égalité des genres ;
3. identifier et analyser les facteurs incitatifs des parties prenantes (ministères sectoriels, secteur privé, société civile, PTF) susceptibles d'influencer aussi bien les relations de pouvoir que les processus de prise de décision relatifs aux investissements transformateurs de genre pour assurer la sécurité en eau et le développement résilient au changement climatique ;
4. faire une analyse des problèmes, assortie des défis à relever en rapport avec les normes, les pratiques et les perceptions qui structurent et orientent les processus de prise de décision relatifs aux investissements transformateurs de genre pour assurer la sécurité en eau et le développement résilient au changement climatique ;
5. proposer et faire valider des orientations stratégiques pour relever les défis identifiés ;
6. formuler des actions prioritaires assorties des mesures d'accompagnement (outils, directives, formations, etc.) pour l'opérationnalisation des orientations stratégiques définies en vue d'une amélioration des relations de pouvoir et des processus de prise de décision relatifs aux investissements transformateurs de genre pour assurer la sécurité en eau et le développement résilient au changement climatique ;
7. faire une analyse des outils existants de cadrage des processus de planification, de budgétisation et de suivi-évaluation et proposer des améliorations et des innovations à mettre en place pour promouvoir des investissements transformateurs de genre en faveur de la sécurité en eau et d'un développement résilient au changement climatique au Bénin.

7. Contrôle et suivi

Le (la) Consultant(e) rendra compte au Secrétariat Exécutif du PNE-Bénin, qui assure la supervision générale de la mission et travaillera en étroite collaboration avec le Chargé de Programme de WACDEP-G Bénin et le Chargé de Programme Régional de WACDEP-G.

8. Durée de la mission

La durée totale de la mission est estimée à **20 Hommes Jours** étalés sur une période calendaire de **deux (02) mois**.

9. Profil du (de la) Consultant(e)

Le (la) Consultant(e) devra répondre aux compétences et qualifications suivantes :

- être titulaire d'un diplôme d'au moins Bac + 5 (Master, DESS, DEA, Doctorat,) en sciences économiques, planification, gestion de projets ou tout autre domaine similaire et pertinent ;

- justifier d'au moins sept (7) ans d'expérience dans l'élaboration ou l'évaluation de politiques, stratégies, plans et programmes dans les secteurs de l'eau, de l'environnement, des changements climatiques et du développement ;
- justifier d'au moins deux missions d'analyse ou d'audit de processus décisionnels et de planification avec les acteurs institutionnels et les organismes de financement ;
- justifier de connaissances avérées (au moins deux missions) dans l'élaboration de documents de planification et de budgétisation d'institutions gouvernementales, notamment au Bénin ;
- justifier d'une expérience en matière d'analyse axée sur le genre sur la base des outils de genre et développement de stratégie genre ;
- justifier d'au moins deux expériences confirmées en matière de prestations intellectuelles similaires.

Le (la) consultant(e) principal(e) pourra mobiliser ou se faire assister par un spécialiste des questions socio-anthropologiques, de genre et développement, répondant aux exigences suivantes :

- être titulaire d'un diplôme d'au moins Bac + 5 (Master, DESS, DEA, Doctorat) en sciences sociales (sociologie, anthropologie) ou tout autre domaine similaire et pertinent ;
- justifier d'au moins 5 ans d'expérience dans les secteurs de l'eau, de l'environnement, des changements climatiques et du développement ;
- avoir de bonnes connaissances de la problématique de genre au Bénin ;
- justifier d'une expérience en matière d'analyse genre sur la base des outils de genre et développement de stratégie genre.

10. Compétences spécifiques du (de la) Consultant(e)

Le (La) Consultant(e) national(e) devra posséder :

- de bonnes aptitudes de travail en équipe, notamment :
 - travailler de manière autonome et en équipe et parfois sous pression pour fournir des résultats dans les délais impartis ;
 - travailler efficacement dans un contexte multinational, multiculturel en faisant preuve du respect de la diversité ;
 - coordonner une équipe avec d'excellentes capacités de leadership ;
 - se concerter et partager l'information avec le Secrétariat Exécutif du GWP-AO, le Secrétaire Exécutif du PNE Bénin et les parties prenantes du WACDEP-G ainsi que le comité de suivi de l'étude ;
- une bonne capacité de communication :
 - le (la) Consultant(e) national(e) doit disposer de fortes capacités d'expression orale et écrite avec d'excellentes capacités de rédaction et de synthèse en Français ;
 - le (la) Consultant(e) national(e) doit avoir une bonne maîtrise des outils modernes de communication et de téléconférence tels que Skype, Zoom ou MS Teams.
- des compétences analytiques :
 - le (la) Consultant(e) national(e) doit disposer d'excellentes aptitudes analytiques, de synthèse, de rédaction et de présentation de documents.

Le (La) Consultant(e) national(e) doit être disponible pour commencer à travailler immédiatement après la sélection.

11. Mode de présentation de l'offre de soumission

Les Consultant(e)s nationaux(ales) intéressé(e)s, ayant les qualifications et expériences requises et constitués en équipe, sont invités à soumettre leurs propositions comprenant une offre technique et une offre financière complètes conformément au présent Dossier d'Appel d'Offres de la mission.

Les offres, rédigées en langue française devront comporter, entre autres, les pièces suivantes :

Pour l'offre technique

- une lettre de soumission datée et signée ;
- la compréhension et les observations sur les termes de référence ;
- la méthodologie détaillée envisagée pour la réalisation de la mission ;
- le chronogramme détaillé des activités ;
- les Curriculum Vitae détaillés du Chef de Mission et de l'Expert Associé mettant en avant les expériences en lien avec la mission et leurs diplômes ;
- une liste des missions similaires avec références ;
- les attestations de bonne fin de missions similaires des Experts.

Pour l'offre financière

- la lettre de soumission datée et signée et indiquant le montant de l'offre ;
- le devis estimatif daté et signé selon le cadre de présentation du budget.

12. Cadre de présentation du budget (en F CFA – HT)

12.1. Bordereau des prix unitaires

N°	Désignation	Unité	Prix Unitaire en chiffres	Prix Unitaire en lettres
1	Honoraires			
1.1	Chef de mission, Expert(e) en planification et gestion de projets	HJ		
1.2	Expert(e) associé en genre et développement	HJ		
1.3	Enquêteurs	Jour		
2	Perdiems			
2.1	Chef de mission, Expert(e) en Planification et gestion de projets	Jour		
2.2	Expert(e) associé en genre et développement	Jour		
2.3	Enquêteurs	Jour		
3	Fonctionnement			
3.1	Communication	ff		
3.2	Déplacement	ff		
3.3	Secrétariat	ff		

12.2. Devis quantitatif et estimatif

N°	Désignation	Unité	Quantité	Prix Unitaire en FCFA	Prix Total en FCFA
1	Honoraires				
1.1	Chef de mission, Expert(e) en planification et gestion de projets	HJ			
1.2	Expert(e) associé en genre et développement	HJ			
1.3	Enquêteurs	Jour			
	sous-total 1				
2	Perdiems				
2.1	Chef de mission, Expert(e) en Planification et gestion de projets	Jour			
2.2	Expert(e) associé en genre et développement	Jour			
2.3	Enquêteurs	Jour			
	sous-total 2				
3	Fonctionnement				
3.1	Communication	ff			
3.2	Déplacement	ff			
3.3	Secrétariat	ff			
	sous-total 3				
	TOTAL (HT) 1+ 2 +3				

13. Remise des propositions

Les propositions doivent être déposées à l'adresse ci-dessous mentionnée au plus tard le **03 août 2021 à 10 heures** (heure locale), et doivent porter expressément la mention « Secrétaire Exécutif du PNE BENIN », « **Proposition – WACDEP-G: Mission d'étude portant « Développement d'une vision partagée transformatrice de genre pour susciter le changement systémique et améliorer les processus de prise de décision en rapport avec les programmes d'investissement liés à la sécurité en eau, la résilience climatique et le développement ».**

*Secrétariat Exécutif du PNE-Bénin sis à Placodji dans l'enceinte de la Direction Départementale de la Santé
(DDS) Littoral*

01 BP 4392 Cotonou (Bénin) **E-mail** : contact@gwppnebenin.org
Téléphone : (229) 21 31 10 93 / 66 11 80 31 **Fax** : (229) 21 31 10 93

14. Evaluation des offres

L'offre sélectionnée sera celle qui présentera l'offre technique la plus robuste, soutenue par l'analyse la plus avancée et l'offre financière présentant le meilleur rapport prix/qualité selon les critères ci-dessous :

- la qualification et l'expérience du Chef de mission (30%) ;
- la qualification et l'expérience de l'Expert associé (20%) ;
- la qualité de la méthodologie et du planning d'exécution de la mission (30%) ;
- le montant de l'offre financière (20%).

15. Contacts

Pour tout renseignement complémentaire, les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessus aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : de 08 heures à 12 heures 30 minutes et de 14 heures à 17 heures 30 minutes (heures locales) les jours ouvrables du lundi au vendredi.

16. Note de réserve sur l'annulation de l'appel d'offres

Le présent appel d'offres peut être annulé dans une des conditions ci-après :

- la concurrence aurait été insuffisante ;
- aucune offre conforme au dossier d'appel d'offres n'aurait été reçue ;
- les offres admises au dépouillement dépasseraient largement le budget disponible.